

COMPTE-RENDU SUR LES QUESTIONS INSCRITES **A L'ORDRE DU JOUR DU CONSEIL MUNICIPAL DU** **DU MERCREDI 5 JUIN 2019**

1 - Séances du Conseil Municipal des 26 mars et 10 avril 2019 : Approbation des procès-verbaux

Sur rapport de M. VEUNAC, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver les procès-verbaux des séances des 26 mars et 10 avril 2019.

ADOpte

2 - SIVU TXAKURRAK : Modification des statuts – Approbation

Sur rapport de Mme DAGUERRE, le Syndicat Intercommunal Txakurrak créé le 1^{er} septembre 2004 sous la forme d'un SIVU (Syndicat Intercommunal à Vocation Unique) est chargé de gérer la fourrière animale des communes adhérentes.

Ce Syndicat assure, pour le compte de ces communes, la garde et l'accueil de chats et chiens trouvés errants ou en état de divagation jusqu'au terme des délais fixés aux articles L 211-24, L 211-25 et L 211-26 du Code Rural et de la Pêche Maritime.

La fourrière est un service public.

En raison à la fois de l'adhésion d'une ville supplémentaire, la commune d'Ispoure, et du retrait de la commune de Briscous, les statuts du Syndicat ont été modifiés par délibération du Conseil Syndical du 19 mars 2019.

La commune de Biarritz étant membre de ce Syndicat, il a été demandé au Conseil Municipal, de bien vouloir adopter cette modification.

ADOpte

3 - Usages numériques avec la Communauté d'Agglomération Pays Basque : Convention de mutualisation – Autorisation de signature

Sur rapport de Mme SAUZEAU, par délibération du 13 avril 2019, la Communauté d'Agglomération Pays Basque a conclu une convention avec le Syndicat mixte La Fibre64 afin de déployer un programme de services numériques.

Ce champ de coopération est ouvert aux communes membres de la Communauté d'Agglomération qui le souhaitent, pour la réalisation de tout ou partie des prestations suivantes :

- Mise en conformité au Règlement Général sur la Protection des Données (RGDP) : Accompagnement à la mise en conformité au Règlement Général sur la Protection des Données par la mise en place d'un Délégué à la Protection des Données (DPD) mutualisé entre le Syndicat Mixte La Fibre64 et ses membres : le Syndicat mixte La Fibre64 est désigné comme délégué à la protection des données de la commune.

- Dématérialisation de la commande publique : Mise à disposition d'un profil acheteur sur la plateforme de marchés publics www.eadministration64.fr pour la commune.
- Dématérialisation de l'envoi au contrôle de légalité: Mise à disposition d'un tiers de télétransmission des actes et flux dématérialisés de la commune.

Ces services numériques sont accessibles gratuitement aux communes, via une convention annuelle de mutualisation.

Au vu de ce qui vient d'être exposé, le Conseil municipal a été invité à :

- confirmer l'intérêt de la commune à accéder aux services numériques suivants :
 - o Mise en conformité au Règlement Général sur la Protection des Données (RGDP)
 - o Dématérialisation de la commande publique
 - o Dématérialisation de l'envoi au contrôle de légalité
- autoriser Monsieur le Maire à procéder à la signature de la convention de mutualisation correspondante, ainsi qu'à toutes les formalités nécessaires à la mise en application de la présente délibération.

ADOpte

4 - Prêt d'un cinémomètre : Convention avec la Ville du Boucau – Autorisation de signature

Sur rapport de M. DESTIZON, la Commune de Boucau souhaiterait mener une campagne de sensibilisation sur la sécurité routière pour réduire les vitesses excessives.

Ayant connaissance que la Ville de Biarritz dispose d'un cinémomètre (compteur de vitesse d'un véhicule), Monsieur le Maire de Boucau sollicite le prêt à titre gratuit du dit matériel pour une durée de 5 jours.

Il convient donc d'établir une convention de prêt de matériel.

Cette convention prévoit que la commune de Boucau s'engage à prendre à sa charge les frais de transport des matériels mis à disposition, et s'engage à couvrir, si nécessaire, les conséquences pécuniaires de sa responsabilité susceptible d'être mise en jeu à l'occasion de l'utilisation du matériel.

En conséquence, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser M. le Maire à signer la convention correspondante.

ADOpte

5 - Exposition d'été « Rêves d'ailleurs » vente du catalogue, Collection du musée d'Ixelles : Approbation du tarif de 15 €

Sur rapport de Mme CASTAGNEDE, par délibération en date du 7 juin 2016 le conseil municipal a accordé la délégation à Monsieur le Maire en matière de fixation des tarifs dont ceux des expositions dans le cadre de 20 % à la hausse ou à la baisse du tarif initialement voté.

Cette année, en raison de l'organisation du G7, il a été rappelé au Conseil Municipal qu'une formule plus courte et allégée de l'exposition estivale a été prévue au Bellevue n'occupant, sur un mois environ, qu'une seule salle d'exposition au lieu de deux comme d'habitude. Cela implique la nécessité d'un réajustement du prix de vente du catalogue d'exposition qui sera lui aussi un peu plus réduit qu'habituellement. En amont de l'ouverture de l'exposition « **RÊVES D'AILLEURS, Collections du Musée d'Ixelles, Bruxelles** », il sera proposé à titre exceptionnel un tarif réduit.

A titre informatif, les tarifs de catalogues d'exposition oscillent en règle générale entre 20 € et 35 €.

Il a donc été proposé au Conseil Municipal d'approuver le tarif de vente du catalogue d'exposition « **RÊVES D'AILLEURS, Collections du Musée d'Ixelles, Bruxelles** », 76 pages dont couverture pour un prix unitaire de 15 €.

ADOPTÉ

6 - Ilôt Marne-Europe – Immeuble 139 avenue de la Marne – AH n° 306 : Convention pour portage foncier avec l'Etablissement public foncier local Pays Basque - Autorisation de signature

Sur rapport de Mme MIMIAGUE, la commune dans le cadre de ses obligations en matière de production de logements sociaux au titre de la loi SRU a effectué de nombreuses études pour identifier des parcelles et des îlots permettant la mise en œuvre d'opérations de constructions.

Parmi les fonciers repérés, figuraient les parcelles sises 137 et 139 avenue de la Marne respectivement cadastrées AH n°36 et AH n°306 proches du Boulevard du BAB et du Rond-Point de l'Europe.

La ville a sollicité l'EPFL Pays Basque pour acquérir par voie amiable et/ou préemption ces parcelles qui permettraient une opération d'environ 25 à 40 logements.

Les négociations ont été ouvertes avec les propriétaires de ces immeubles et ont abouti à un accord amiable avec les propriétaires du 139 avenue de la Marne (AH 306) au prix de 1 050 000 euros (un million cinquante mille euros) hors frais.

Il s'agit d'une maison d'habitation d'environ 175 m² de surface habitable avec piscine, pool house et bucher, le surplus à usage de jardin d'agrément sur un terrain d'une contenance cadastrale de 2428 m², à l'angle du BAB et de l'Avenue de la Marne.

L'EPFL Pays Basque a acquis le bien par acte notarié en date du 10 janvier 2018.

Suite à cet achat, une convention pour portage foncier avec l'EPFL Pays Basque qui définit les conditions de portage et de rétrocession a été établie pour un montant de capital stocké de 1 063 789,00 € TTC (un million soixante-trois mille sept cent quatre-vingt-neuf euros) sur une durée de quatre ans (2019 à 2022) avec un taux annuel des frais de portage de 1% H.T. s'appliquant au capital porté restant dû.

Les modalités de règlement des échéances du remboursement du capital porté par annuités constantes et du paiement annuel des frais de portage sont fixées dans la convention et son annexe n°1. Il doit être précisé qu'il n'y a pas de frais annexes à rembourser pour ce bien, le montant du capital stocké étant ainsi identique à celui du capital porté.

Il a été précisé par ailleurs que l'EPFL Pays Basque avance dans la concrétisation de l'acquisition de la propriété voisine cadastrée AH n°36 au 137 avenue de la Marne.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Municipal a été invité à :

- approuver les termes de la convention de portage et son annexe n°1.

ainsi pour 2019, la Ville devra rembourser l'annuité constante du capital porté d'un montant de 265 947, 25 € (deux cent soixante-cinq mille neuf cent quarante-sept euros et vingt-cinq centimes) et payer les frais de portage annuel qui s'élèvent à 12 765, 47 € TTC (douze mille sept cent soixante-cinq euros et quarante-sept centimes).

- autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et son annexe n°1 et tous actes nécessaires à l'application de la présente délibération.

ADOPTE

7 - ZAD Iraty – Immeuble 55 allée du Moura – AO n° 118 – lot 1 : Convention pour portage foncier avec l'Etablissement public foncier local Pays Basque - Autorisation de signature

Sur rapport de Mme MIMIAGUE, dans le cadre du lancement de l'opération d'Iraty, la Ville a fait créer par la Communauté d'Agglomération Pays Basque une zone d'aménagement différé dite ZAD d'Iraty.

Cet outil (ZAD) permet d'acquérir progressivement le foncier nécessaire pour l'aménagement de cette zone.

La Commune a sollicité l'EPFL Pays Basque afin d'acquérir par la voie de la préemption en délégation du DPU/DPZAD de ladite collectivité (communauté d'agglomération Pays basque) le lot de copropriété n°1 dans un ensemble immobilier cadastré section AO n°118 situé à Biarritz 55 allée du Moura, au prix de 230 000 € (deux cent trente mille euros).

Ce lot est un local industriel avec cour privative d'une superficie de 278,93 m² ; ce bien est actuellement loué avec plusieurs baux commerciaux (3 occupants).

L'EPFL Pays Basque a acquis ledit bien par acte notarié en date du 31 janvier 2018.

Une convention pour portage foncier avec l'EPFL Pays Basque qui définit les conditions de portage et de rétrocession a été établie pour un montant de capital stocké de 233 528,32 € TTC (deux cent trente-trois mille cinq cent vingt-huit euros et trente-deux centimes) sur une durée de 12 ans (2019 à 2030) avec un taux annuel des frais de portage de 1% HT s'appliquant au capital porté restant dû.

Les modalités de règlement des échéances du remboursement du capital porté par annuités constantes et du paiement annuel des frais de portage sont fixées dans la convention et son annexe n°1.

Il n'y a pas de frais annexes à rembourser pour ce bien, le montant du capital stocké étant ainsi identique à celui du capital porté.

Compte tenu de ces éléments, le Conseil Municipal a été invité à :

- approuver les termes de la convention de portage et son annexe n°1 ;

ainsi pour 2019, la Ville devra rembourser l'annuité constante du capital porté d'un montant de 19 460,69 € (dix-neuf mille quatre cent soixante euros et soixante-neuf centimes) et payer les frais de portage annuel qui s'élèvent à 2802,34 € TTC (deux mille huit cent deux euros et trente-quatre centimes).

- autoriser Monsieur le Maire à signer ladite convention et son annexe n°1 et tous actes nécessaires à l'application de la présente délibération.

ADOPTE

8 - Offre de concours pour la réalisation de travaux - Domaine public jouxtant l'hôtel Cosmopolitain : Convention – Autorisation de signature

Sur rapport de M. DESTIZON, les propriétaires de l'hôtel Cosmopolitain (ex Palacito) situé 1, square Gambetta à Biarritz, prévoient d'entreprendre des travaux de réaménagement du bâtiment.

Ils souhaitent également que soit réalisé un réaménagement des espaces publics permettant l'accès à la partie arrière du bâtiment (trottoirs, stationnement...).

Ces travaux sur domaine public doivent être réalisés sous maîtrise d'ouvrage publique.

Dans la mesure où ces aménagements ont exclusivement pour objet de valoriser un bien privé, les propriétaires ont proposé, à travers une offre de concours, d'en financer l'intégralité.

En conséquence, il a été proposé, au Conseil Municipal :

- d'accepter cette offre de concours,
- de conclure une convention avec les propriétaires de l'hôtel.

ADOPTE

9 - Aménagement du site Aguiléra – Adaptation du Plan Local d'Urbanisme par une mise en compatibilité du document d'urbanisme dans le cadre d'une déclaration de projet ou par toute procédure adaptée

Sur rapport de M. VEUNAC, comme le sait le Conseil Municipal, par délibération du 26 juin 2018, la Ville de Biarritz a sollicité la Communauté d'Agglomération Pays Basque compétente, afin qu'elle lance une procédure de mise en compatibilité du document d'urbanisme, dans le cadre d'une déclaration de projet pour permettre la réalisation d'au moins 200 logements dont un minimum de 50 % de logements locatifs sociaux sur le site d'Aguiléra.

La Communauté d'Agglomération Pays Basque a délibéré à cet effet le 29 septembre 2018.

Au regard du nouveau projet proposé par le BOPB, il est apparu nécessaire de prévoir un plateau sportif d'Aguilera plurifonctionnel.

Cette nouvelle orientation stratégique permet d'envisager une vision globale et exhaustive (habitat, activités, commerces, services, mobilité, environnement, stationnement...) afin de tirer le meilleur potentiel du site tout en respectant les objectifs de renouvellement urbain maîtrisé et de prise en compte des thématiques urbaines prescrites par les récentes lois et les objectifs de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme.

L'aménagement de ce dernier grand espace de cœur de ville, permettra de potentialiser ce quartier sportif, dans le respect des objectifs de développement durable, avec toutes les fonctions et services inhérents et ce sans procéder à de l'étalement urbain.

Les grands principes d'aménagement retenus pour ce programme seront :

- la réaffirmation et le confortement de la vocation sportive du site, avec un programme de remise à niveau très important des équipements intégrant le stade lui-même,
- la création de plusieurs poches d'environ 300 à 350 logements, répondant au besoin essentiel de création de logements sur notre commune avec un minimum de 50 % de logements pris en compte au titre de la loi SRU, dans un objectif de mixité sociale,
- la prise en compte du patrimoine naturel situé le long du BAB et du bâti existant avec la rénovation de la villa Rose,
- L'intégration des questions de mobilité, de stationnement, d'environnement,
- La prise en compte de la dimension économique, avec la présence de différentes activités et fonctions (bureaux, commerces, services, formations, hébergements touristiques, etc...) permettant une mixité et une diversité fonctionnelle,

Aussi, il a été proposé au Conseil Municipal de :

. demander à la Communauté d'Agglomération Pays Basque d'adapter le document d'urbanisme à cet effet, en lançant conformément à l'article R.153.15 du code de l'urbanisme, une procédure de mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme dans le cadre d'une déclaration de projet, voire toute autre procédure adaptée pour prévoir l'aménagement et l'urbanisation de ce site, selon les principes définis,

. d'autoriser M. le Maire à saisir la Communauté d'Agglomération Pays Basque et, à cet effet, engager toutes études et signer tous documents et pièces en vue notamment de la concrétisation de cette procédure.

ADOpte
M. BOISSIER VOTE CONTRE
Mme ETCHEVERRY S'ABSTIENT
Mme MOTSCH NE PARTICIPE PAS AU VOTE

10 - DSP Biarritz Océan : Contrat d'affermage signé entre la ville et la SEM Biarritz Océan : Avenant n°3 – Autorisation de signature

Sur rapport de M. DESTIZON, par contrat de délégation de service public signé le 1er juillet 2009, modifié par deux avenants, la Ville de Biarritz a délégué à la SEM Biarritz Océan l'exploitation conjointe de l'aquarium et de la Cité de l'Océan.

L'avenant n°2, signé le 27 juillet 2015, prévoyait que, dans l'attente de la mise en œuvre du plan pluriannuel de relance de Biarritz Océan, et afin de contribuer à un rééquilibrage des conditions économiques du contrat, la redevance annuelle de mise à disposition des ouvrages versée par le délégataire au délégant était ramenée, pour les exercices 2015, 2016 et 2017 à :

- Redevance fixe : 800 000 € H.T. avec actualisation annuelle de 1,5%
- Redevance variable :
 - 10 % de la tranche de chiffre d'affaires annuel, située entre 4 000 000 € et 4 500 000 € H.T.
 - 20 % de la tranche du chiffre d'affaire annuel supérieur à 4 500 000 € H.T.

Les parties convenaient de se rencontrer au terme de ces trois exercices 2015, 2016 et 2017, afin de procéder à un réexamen des conditions financières du contrat et déterminer le nouveau niveau de redevance annuelle,

Des discussions se sont engagées à l'issue de l'exercice 2018 sur le sujet, et les parties se sont mises d'accord pour :

- Prolonger pour 2018 le dispositif prévu par l'avenant 2, le planning des travaux prévus au plan pluriannuel de relance ayant été décalé,
- Se concerter pour déterminer un dispositif de redevance durable pour les années ultérieures, qui sera applicable jusqu'à la fin de la délégation de service public (juin 2026).

Cette redevance devra permettre à la SEM Biarritz Océan de conforter son redressement et d'investir dans des équipements et animations pour améliorer l'attractivité des sites.

Il a été proposé au Conseil Municipal d'autoriser M. le Maire à signer l'avenant n° 3 prolongeant, pour l'année 2018, le dispositif de redevance annuelle à verser par le délégataire au délégant, initialement prévu par l'avenant 2 au contrat pour les années 2015, 2016 et 2017.

ADOPTÉ

11 - Contrat d'occupation du domaine public pour l'exploitation d'un kiosque destiné à la vente de glaces parvis nord de la Grande Plage : Avenant – Autorisation de signature

Sur rapport de M. POUEYTS, par délibération en date du 17 avril 2015, le conseil municipal a autorisé la signature d'un contrat d'occupation du domaine public avec la SAS Agour pour l'installation et l'exploitation d'un kiosque de vente de glaces sur le parvis nord de la Grande Plage, à proximité de l'hôtel du Palais.

En 2018, les travaux réalisés à l'hôtel du Palais ont quasiment condamné l'accès au kiosque pendant les mois de mai et de juin. De plus, la Ville a demandé à l'exploitant de déplacer ce kiosque sur un emplacement proche mais moins visible.

L'exploitant a constaté un manque à gagner en 2018 de 15 000 €, et demandé une diminution de la redevance due à la Ville.

Après examen, il a été proposé au Conseil Municipal de réduire de 5 000 € H.T. la redevance 2018, initialement prévue à 18 500 € H.T. (indexée sur la base de l'indice INSEE des loyers commerciaux).

Il a été proposé au Conseil Municipal d'autoriser la signature, par M. le Maire, de l'avenant correspondant.

ADOPTE

12 - ENEDIS : Renouvellement de réseaux – Autorisation de signature d'une convention de servitude

Sur rapport de M. DESTIZON, dans le cadre de travaux de renouvellement de réseaux, ENEDIS a besoin d'intervenir sur la parcelle appartenant à la Commune BK 0434 au 110, rue d'Espagne, pour l'encastrement d'un coffret dans le mur d'enceinte de la Villa Natacha.

Il a donc été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir autoriser la signature de cette convention de servitude.

ADOPTE

13 - EPIC Biarritz Tourisme : Décision de prise en charge des frais de location de salles publiques à l'occasion d'événements d'intérêt général pour la période du 1^{er} avril au 30 juin 2019

Sur rapport de M. VIAL, dans le cadre de la politique d'animation locale et touristique mise en œuvre par la Ville de BIARRITZ, le Conseil Municipal est invité, chaque trimestre, à décider de la prise en charge, totale ou partielle, des frais de location des salles publiques suivantes : Casino Municipal, Bellevue, Gare du Midi ou Iraty.

Ces frais de location sont facturés par l'EPIC BIARRITZ TOURISME aux associations qui organisent des manifestations publiques, dont l'objet et la dimension, sur le plan social, culturel, sportif ou touristique, contribuent à l'animation locale ou au rayonnement de la ville vers l'extérieur et répondent donc aux objectifs d'intérêt général recherchés par la collectivité.

La prise en charge de ces frais de location par la Ville de BIARRITZ, en lieu et place des associations organisatrices, est considérée comme une aide indirecte apportée aux associations, dont la décision d'attribution relève du Conseil Municipal.

Selon ce principe, les frais de location de salles publiques sont prélevés sur les crédits inscrits chaque année au budget primitif, au chapitre 011, article 6132.

Au cours des mois d'avril à juin 2019, un certain nombre d'associations ou services publics ont présenté une demande de prise en charge de ces frais de location à la Ville de BIARRITZ.

En conséquence, après vérification que ces événements ou manifestations répondent bien aux objectifs d'intérêt général définis par la collectivité, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir approuver la liste pour la période du 1^{er} avril au 30 juin, des manifestations organisées par des associations locales ou services publics, pour lesquelles la Ville de BIARRITZ prendra en charge les frais de location, qui seront, après facturation, réglés à BIARRITZ TOURISME, conformément à l'article 9-1 du contrat d'affermage du 18 janvier 2006 et prélevés sur les crédits inscrits au budget annexe 2016, article 6132.

En application de l'article L2313-1, alinéa 2 du CGCT, la liste des concours attribués à ces associations sous forme de prestations en nature, sera annexée aux documents budgétaires.

ADOpte

14 - EPIC Biarritz Tourisme : Approbation des comptes financiers 2018

Sur rapport de M. LAFITE, selon les textes législatifs en matière d'organisation des Offices de Tourisme Municipaux, l'article R 133-16 du Code du Tourisme stipule que le compte financier de l'exercice écoulé, délibéré par son Comité de Direction, doit être soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

En application de ces dispositions, le Comité de Direction de l'Office Municipal Biarritz Tourisme, au cours de sa séance du 22 mai 2019, a délibéré sur le compte financier de l'exercice 2018 pour être soumis ensuite à l'approbation du Conseil Municipal.

Le compte financier présenté de l'Epic Biarritz Tourisme pour l'exercice 2018 se clôture donc comme suit :

Au titre de la section d'exploitation :

Au cours de l'exercice 2018, à partir de l'état d'exécution budgétaire, l'EPIC Biarritz Tourisme a réalisé un chiffre d'affaires commercial et produits d'activités annexes d'un montant de 3 146 981 € pour un chiffre d'affaires prévisionnel inscrit au budget de 3 221 393 €.

Si l'on compare le chiffre d'affaires 2018 d'un montant de 3 146 981 € avec celui lié à l'activité de 2017, soit 3 226 129 €, on constate que l'activité 2018 est en léger repli de -2.45 %, étant donné l'intensification de la concurrence entre les destinations.

Biarritz est et reste la porte d'entrée ou la base d'un séjour dans le Pays Basque.

Le nombre de manifestations qui se sont déroulées dans les quatre équipements publics gérés par Biarritz Tourisme s'est élevé à 276 en 2018, contre 290 en 2017.

Pour les équipements Espace Bellevue, Casino Municipal et Gare du Midi

Le nombre de manifestations se porte à 254 en 2018, contre 262 en 2017, se décomposant comme suit :

- 98 manifestations à destination du tourisme d'affaires contre 96 en 2017
- 131 manifestations publiques contre 132 en 2017
- 25 manifestations privées contre 34 en 2017

Le nombre de jours d'exploitation des salles s'élève à 601 en 2018, contre 551 en 2017, détaillé comme suit :

- Tourisme d'affaires : 192 jours pour 184 en 2017.
- Manifestations publiques : 374 jours pour 337 en 2017
- Manifestations privées : 35 jours pour 30 en 2017.

Le nombre total des participants à ces manifestations s'élève à 182 101 en 2018 contre 179 738 en 2017 dont :

- 153 906 participants aux manifestations publiques et privées pour 151 202 en 2017
- 28 195 participants au tourisme d'affaires pour 28 536 en 2017.

Le nombre de nuitées générées par le tourisme d'affaires est évalué à 54 980 en 2018 pour 67 300 en 2017.

Ainsi en 2018 pour ces trois équipements, si Biarritz a reçu davantage de manifestations de tourisme d'affaires, par contre le nombre de congressistes a diminué par rapport à 2017, ainsi que le nombre de nuitées.

Pour la Halle d'Iraty,

En 2018, 22 manifestations ont été organisées, dont 6 à destination du tourisme d'affaires (3 en 2017), 13 publiques (17 en 2017) et 3 privées (8 en 2017). Elles ont permis de recevoir près de 106 000 visiteurs ou participants, contre 121 000 en 2017, sur 60 jours d'exploitation contre 82 en 2017.

L'activité de l'année 2018 a par conséquent confirmé l'importance de cet outil en matière de développement économique.

Au titre du chapitre des subventions d'exploitation, le montant des recettes s'élève à 2 121 867 €, contre 2 096 867 € en 2017, cette augmentation de 25 000 € concernant le contrat de destination. Celle versée par la Ville de Biarritz est d'un montant de 2 064 000 € en 2018 comme en 2017.

Au total, le montant des recettes d'exploitation 2018, après prise en compte des produits exceptionnels et des transferts de charges, s'élève à la somme de 5 340 306 € contre 5 364 739 € en 2017, soit une légère baisse de -0.45%.

En ce qui concerne les dépenses de la section d'exploitation réalisées en 2018, leur montant global s'élève à 5 332 449 € contre 5 316 398 € en 2017 soit une légère hausse de +0,30%.

Au total, la section d'exploitation pour les opérations réalisées en 2018, se clôture par un excédent de 7 857 €.

Après prise en compte de l'excédent reporté de 8 708 €, le montant de l'excédent net de clôture 2018 s'élève à 16 565 €.

Au 31 décembre 2018, le montant des capitaux propres inscrits au passif du bilan 2018 s'élève à 518 160 €, contre 510 303 € en 2017.

Au titre de la section d'investissement :

Le montant des recettes réalisées en 2018 s'élève à 200 953 € tandis que les dépenses représentent un montant de 83 213 €.

Après prise en compte du déficit reporté de l'exercice antérieur de - 43 351 €, la section d'investissement se clôture par un excédent cumulé de +74 389 €.

L'état d'exécution budgétaire 2018 se décompose donc comme suit :

<u>SECTION D'INVESTISSEMENT</u>		<u>SECTION D'EXPLOITATION</u>	
<u>Recettes</u>		<u>Recettes</u>	
- Montant des recettes réalisées 2018	200 953 €	- Montant des recettes réalisées 2018	5 340 306 €
<u>Dépenses</u>		<u>Dépenses</u>	
- Montant des dépenses réalisées 2018	83 213 €	- Montant des dépenses réalisées 2018	5 332 449 €
- Résultat de clôture 2018 (excédent)	117 740 €	- Résultat de clôture 2018 (excédent)	7 857 €
- Déficit exercice antérieur reporté	- 43 351 €	- Résultat de clôture 2017 reporté (excédent)	8 708 €
- Résultat global de clôture 2018 (excédent)	74 389 €	- Résultat global de clôture 2018 (excédent)	16 565 €

Conformément à l'article R 2221-48 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Comité de Direction de l'Office Municipal a décidé que le résultat cumulé de la section d'exploitation, après reprise du résultat de l'exercice antérieur, soit un excédent de 16 565 €, sera reporté en report à nouveau au budget 2019.

D'autre part, l'excédent cumulé de clôture de la section d'investissement 2018, d'un montant de 74 389 € sera reporté au compte 001, au budget 2019.

En conséquence et conformément aux dispositions de l'article R 133-16 du Code du Tourisme, il a été demandé au Conseil Municipal d'approuver le compte financier de l'Office Municipal Biarritz-Tourisme pour l'exercice 2018.

Enfin, et conformément à l'article 6 du contrat d'affermage signé le 17 décembre 2015 entre la Ville de Biarritz et l'EPIC Biarritz Tourisme, définissant les conditions d'exploitation des équipements publics de la Gare du Midi, du Casino Municipal, du Bellevue et de la Halle d'Iraty, il a été demandé au Conseil Municipal de prendre note de la communication par l'Office Municipal du tableau de ventilation analytique des charges et produits 2018 pour la gestion des quatre équipements publics.

ADOPTÉ

15 - Compte Administratif 2018 : Budget Principal – Examen et approbation

Sur rapport de M. LAFITE, il a été présenté au Conseil Municipal le Compte Administratif du Budget Principal de la Ville pour l'année **2018**.

Les crédits votés s'élèvent globalement à : **93 767 €** :

Crédits votés en k€	Budget primitif	Décisions modificatives	Total
Fonctionnement	54 123	866	54 989
Investissement	36 052	2 726	38 778
Total	90 175	3 502	93 67

I - L'exécution budgétaire

Elle se présente comme suit :

Budget principal	Crédits votés	Réalisé	Restes à réaliser
Recettes d'investissement	38 778 177.09	21 487 842.11	7 610 159.96
Dépenses d'investissement y compris résultat brut 2017	38 778 177.09	34 471 882.89	2 472 234.79
Solde d'investissement		-12 984 040,78	5 137 925,17
Recettes de fonctionnement	54 989 150.34	56 109 878.82	0
Dépenses de fonctionnement	54 989 150.34	49 124 905,24	0
Résultat de fonctionnement 2018		6 984 973.58	
Résultat net 2017 reporté		3 278 428.25	
Résultat cumulé de fonctionnement		10 263 401,83	
Résultat net de clôture 2018		2 417 286,22	

1) La section de fonctionnement

❖ Les dépenses de fonctionnement

Elles s'élèvent globalement à **49 124 k€** contre **45 090 k€** en **2017**.

Les dépenses réelles représentent **43 392€** en hausse de **1.73%** par rapport à **2017** soit **+ 736 k€**.

L'exécution budgétaire est conforme aux prévisions avec un taux de réalisation de **96.74%** comparable à celui des années précédentes.

Les charges de personnel atteignent **20 591 k€** contre **20 927 k€** en **2017** soit une baisse de **-1.61%** conforme à l'engagement pris de contraindre l'évolution de la masse salariale à partir de **2018**.

Les charges à caractère général (achats, fluides et charges externes) totalisent **10 566 k€** soit une hausse de **5.2%** ou **+522 k€** par rapport à **2017**.

Les subventions et contributions obligatoires ont atteint **8 559k€** en baisse de **0.95%** soit **-82 k€** par rapport au niveau atteint en **2017** de **8 641k€**.

Le montant des charges financières représente **629 k€** en hausse de **3.28%** par rapport à **2017** et résultant directement du niveau historiquement bas des taux courts.

Le chapitre 014 « atténuations de produits » représente **1 725 k€** en hausse de **15.93%** par rapport à 2017 en raison du prélèvement SRU supporté en 2018.

Ce chapitre correspond également au reversement des recettes fiscales indirectes à l'EPIC Biarritz tourisme et au CD 64.

Les charges exceptionnelles s'élèvent à **1 318 k€** en hausse de **39.47%** par rapport à **2017**

Ce chapitre enregistre notamment la subvention pour contraintes de service public versée au budget annexe SPIC TVA d'un montant de **910k€** et une dépense exceptionnelle de **335 k€** correspondant au reversement du résultat de fonctionnement 2017 du budget annexe de l'eau potable à la C.A.P.B.

Les dépenses d'ordre caractérisées par l'absence de décaissement s'élèvent à **5 732 k€** et correspondent pour l'essentiel à la dotation pour amortissements des immobilisations corporelles et incorporelles et à la plus-value de cession.

❖ Les recettes de fonctionnement

Les recettes de l'exercice s'élèvent globalement à **56 041€** en hausse de **10.97%** par rapport à **2017**.

Les recettes réelles hors produits de cession représentent **52 577 k€** contre **50 281 k€** en **2017**.

Hors produits financiers et exceptionnels, les recettes de gestion courante atteignent **52 547 k€ en hausse de 4.99%** par rapport à **2017** qui s'explique essentiellement par la mise en place de la majoration de la taxe d'habitation des résidences secondaires et l'amélioration du produit de certaines taxes indirectes (droits de mutation, du produit des jeux de casino et taxe de séjour) et ce malgré la baisse des dotations de l'Etat

Le taux de réalisation des recettes de gestion courantes (recettes titrées / crédits votés) est de **102.12%** contre **100.14%** en **2017** supérieur aux prévisions.

Pour les principaux postes de recettes, les précisions suivantes peuvent être apportées.

Le produit de la fiscalité directe locale est de **25 449 k€** en progression de **3.5%** par rapport à **2017 (+ 860 k€)**.

L'attribution de compensation et la dotation de solidarité urbaine correspondent à un reversement partiel de la contribution économique territoriale perçue par la C.A.P.B.

Elles totalisent **3 766 k€** soit une baisse de **-5.54%** par rapport à 2017 en raison de la réfaction décidée en décembre au titre du principe de solidarité du pacte financier de la C.A.P.B.

Dans la continuité avec les exercices écoulés, le produit de la fiscalité indirecte est en hausse régulière :

- Les droits de mutation atteignent 5 156 k€ en hausse de 9.10%
- La taxe de séjour avec un produit de 1 893 k€
- Le prélèvement sur le produit des jeux égal à **2 208 k€**

Les dotations versées par l'Etat représentent **3 390 k€** équivalent à celui de 2017 de **3 396 k€**.

Les compensations fiscales atteignent **1 138 k€** en hausse de **3.64%** par rapport à **2017** en raison de la compensation du dégrèvement pour personnes isolées accordé en 2016.

La tarification des équipements municipaux et l'utilisation du domaine public génèrent une recette de **5 284 k€** en hausse de **86.06%** par rapport à **2017** en raison du changement d'imputation de la redevance de stationnement (**2 451 k€**) dont le produit est en forte augmentation en 2018.

Les autres produits de gestion courante s'élèvent à **1 499k€** en hausse de **3.52%** par rapport à **2017**.

Par ailleurs, les produits exceptionnels s'élèvent à **3 490 k€** contre **250 k€** en **2017** avec un produit de cessions d'immobilisations pour **3 464 k€**.

Enfin, la recette d'ordre correspond aux travaux d'investissement réalisés en régie pour un montant de **68 k€**.

Au final, le résultat brut de fonctionnement s'établit à **6 984 k€** en progression à cause de l'amélioration du niveau des recettes analysées plus haut.

2) La section d'investissement

❖ Les dépenses d'investissement

Les dépenses totales d'investissement ont représenté globalement **24 958 k€** en **2018** avec l'intégration d'une dépense d'ordre pour les travaux en régie de **68 k€**.

Hormis cette dépense d'ordre, les dépenses réelles ont atteint **24 890 k€** en hausse de **35.24%** par rapport à **2017**.

Cette forte augmentation s'explique en grande partie par le niveau exceptionnel des dépenses d'équipement en **2018** et par la subvention versée au budget annexe SPIC TVA.

Les deux principaux postes sont :

- Le remboursement du capital des emprunts : **3 723 k€**
- Les dépenses d'équipement proprement dites (acquisitions et travaux) : **19 809 k€**
- Les opérations diverses : **1 357 k€**

Le taux de réalisation des dépenses d'équipement en **2018** atteint un niveau remarquable de **82.95%** supérieur à celui de **2017 (65.51%)**.

La répartition fonctionnelle des dépenses d'équipement est la suivante :

1. **Fonction « Administration générale » : 3 035 k€** avec notamment des travaux de bâtiments pour **1 504 k€** et des acquisitions de véhicules pour **416 k€** ou des matériels informatiques pour **239.k€**
2. **Fonction « sécurité » : 40 k€**
3. **Fonction « enseignement » : 5 546 k€** avec les travaux réalisés dans les écoles primaires et maternelles pour **5 529 k€**
4. **Fonction « culture » : 126 k€** décomposés en acquisitions pour le fonds documentaire de la médiathèque pour **101 k€** et d'investissements culturels pour **24 k€**
5. **Fonction « sports jeunesse » : 1 777 k€** correspondant essentiellement aux travaux pour **447 k€** et au transfert des subventions du skate park au budget annexe SPIC TVA pour **1 190 k€**
6. **Fonction « aménagement urbain environnement » : 9 277 k€** qui peuvent être décomposés comme suit :
 - Eclairage public pour **846 k€**
 - Voirie publique pour **2 966 k€**
 - Equipements publics de la ZAC Kléber pour **165 K€**
 - Travaux sur espaces verts pour **335 k€**
 - Travaux sur littoral pour **4 535 k€**
7. **Fonction « famille » : 661 k€** correspondant essentiellement aux travaux d'aménagement de notre maison.

❖ Les recettes d'investissement

Le financement de ces dépenses d'équipement et du solde d'exécution **2017** a été assuré de la manière suivante :

- Emprunt nouveau : **4 650 k€**
- Subventions d'équipement reçues : **1 133 k€**
- Les dotations et ressources propres : **1 435€**
- L'excédent de fonctionnement capitalisé : **5 184 k€**
- La dotation pour amortissement des immobilisations et plus-values de cession : **2 373 k€**
- Le transfert du Skate Park au budget annexe SPIC TVA : **3 351 k€**

La différence des dépenses totales et recettes totales d'investissement se traduit par un solde négatif de **- 12 984 k€**.

L'addition de ce solde négatif et du résultat excédentaire de fonctionnement de **10 263 k€** constitue le résultat brut de clôture de ce compte administratif de **-2 720 k€**. qui corrigé du solde des restes à réaliser sur **2017 de + 5 137 k€** se fixe à **2 417 k€** correspondant au niveau du fonds de roulement au **01/01/2019**.

II – La situation financière

L'endettement

L'encours de la dette au **31/12/2018** est de **37 858 k€** en hausse de 2.5% par rapport à **2017**.

L'évolution de l'encours s'explique de la façon suivante :

- Encours au 01/01/2018 : **36 935 k€**
- Le capital remboursé représente **3 727 k€**
- L'emprunt nouveau contracté en **2018** pour **4 650 k€**

Soit une augmentation nette de **923 k€**

La répartition de la dette par type de taux d'intérêt est caractérisée par une prédominance des taux courts sur les taux longs.

Type	Encours en k€	% exposition	Taux moyen
Fixe	20 244	53.48%	2.42%
Variable	16 523	43.64%	0.57%
Barrière	1 089	2.88%	4.17%
Total	37 858	100.00%	1.66%

Cette répartition a permis d'obtenir une diminution des frais financiers supportés au cours de l'exercice 2018.

Le tableau suivant présente la répartition de l'encours du budget principal en fonction des banques ou organismes prêteurs.

Prêteur	CRD en k€	% CRD
CAISSE D'EPARGNE	13 599	35.96%
CREDIT AGRICOLE	4 345	11.49%
SFIL CAFIL	3 089	8.17%
ARKEA BEI	4 384	11.49%
CDC		
SOCIETE GENERALE	7 596	20.09%
CREDIT COOPERATIF	1 822	4.82%
AUTRES PRETEURS	2 982	7.89%

Le taux d'intérêt moyen de la dette du budget principal s'élève à **1.66%** au **31/12/2018** contre **1.65%** pour **2017**.

Il est sensiblement inférieur à la moyenne des communes de même strate (**2.5 %**).

Par ailleurs, la durée de vie résiduelle (**12.6 ans**) est stable en **2018** par rapport à celle de **2017** avec une durée de vie moyenne quasiment égale en **2018** avec une durée de **6 ans + 8 mois**.

L'annuité de la dette payée en **2018** par le budget principal s'est élevée à **4 352 k€** se décomposant en **629 k€** pour la part en intérêts et **3 723 k€** pour le capital remboursé.

La part des intérêts reste très faible avec un taux **de 1.45%** des dépenses réelles de fonctionnement.

L'autofinancement

La diminution des recettes de fonctionnement a pour conséquence une réduction de la capacité d'autofinancement brute qui s'établit à :

objet	2016	2017	2018	%
Recettes réelles de fonctionnement	51 379	50 304	56 041	11.40
Dépenses réelles de fonctionnement	42 057	42 656	43 392	1.73
Epargne brute	9 322	7 648	12 649	+65.39

L'épargne brute ajoutée à la dotation pour amortissement de **2 267k€** constitue la capacité d'autofinancement brute total égale à **14 916 k€** pour **2018**.

Le ratio de désendettement qui vise à mesurer la capacité de la ville à rembourser sa dette à partir de l'épargne brute (**hors produit des cessions**) représente **4,12 années** pour le budget principal soit à un niveau satisfaisant dans la mesure où l'on considère qu'un ratio supérieur à 12 années correspond à une situation tendue.

L'article L 1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales indique que "l'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du Conseil Municipal sur le Compte Administratif présenté par le Maire ...».

Le Compte Administratif qui est présenté au Conseil Municipal est absolument conforme aux écritures du Trésorier Principal, ce qui nous permet d'affirmer sa régularité.

C'est le Conseil Municipal qui vote le Budget et le Maire qui l'exécute.

Mais le Maire n'est d'ailleurs pas seul à assurer l'exécution du Budget, puisque le Trésorier Principal l'assure en même temps que lui à travers le contrôle permanent qu'il exerce en visant chaque titre de recettes et chaque mandat de dépenses.

C'est ainsi que l'exécution du Budget se traduit dans deux documents identiques qui sont le Compte Administratif pour le Maire et le Compte de Gestion pour le Trésorier Principal. Ces deux documents doivent être en effet rigoureusement conformes l'un à l'autre.

C'est la Chambre Régionale des Comptes qui, depuis 1983 pour les Ville de notre catégorie, est la juridiction compétente pour donner son approbation au Compte Administratif et au Compte de Gestion sous la forme de "quitus" donné au Trésorier Principal pour la gestion de l'exercice en cause.

Ce Compte Administratif sera soumis à l'examen de la Commission des Finances et si aucune erreur et encore moins une irrégularité n'ont été relevées, c'est parce qu'aussi bien le service financier de la Ville, que les Services de la Trésorerie Principale, ayant contrôlé mutuellement leurs écritures, sont d'accord sur tous les chiffres.

Le dossier d'analyse financière du Compte Administratif 2018 est joint à la présente note de synthèse.

Il a été donné lecture de l'article L 2121-14 du C.G.C.T. rédigé ainsi qu'il suit :

- "Le Maire et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal";
- "Dans les séances où le Compte Administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président".
- "Dans ce cas, le Maire peut, même quand il ne serait plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote".

C'est donc en application de l'article L 2121-14 et aussi de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisqu'il s'agit d'une nomination, qu'il a été procédé à l'élection du Président de la séance.

Il a été proposé la candidature de M. LAFITE qui a pris la présidence et a demandé si quelqu'un avait des observations à présenter.

Personne n'ayant demandé la parole, Monsieur le Maire s'est retiré conformément à la loi.

Monsieur LAFITE a mis alors aux voix le Compte Administratif **2018**.

ADOpte

**M. CHAZOUILERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE,
Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA
S'ABSTIENNENT**

16 - Compte Administratif 2018 : Budget Principal – Décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2018

Sur rapport de M. LAFITE, profondément modifié par l'instruction budgétaire comptable M14, le virement prévisionnel n'est inscrit au budget que pour permettre d'une part de prévoir les ressources de fonctionnement nécessaires à la réalisation et d'autre part d'exécuter les dépenses d'investissement qu'il est prévu d'autofinancer. Il ne fait l'objet que d'une exécution, après la constatation des résultats apparaissant au compte administratif et détermination du besoin de financement de la section d'investissement, ainsi que la prise en compte des restes à réaliser en recettes et en dépenses de cette même section.

Le résultat de la section de fonctionnement apparaissant au compte administratif est le résultat constaté à la clôture de l'exercice, augmenté du résultat reporté de l'exercice N-1.

Dans ce cadre les articles 1612-12 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales indiquent que le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité :

- à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068).

- pour le solde et selon la décision du conseil municipal, en excédent de fonctionnement reporté (002) ou en une dotation complémentaire en réserves (compte 1068).

Compte tenu de ces indications et après le vote du compte administratif **2018** intervenu précédemment, les résultats d'exécution par section se présentent ainsi :

- Section d'investissement :

Solde d'exécution :	-12 984 040,78€
Solde des restes à réaliser :	5 137 925,17€
Besoin de financement :	7 846 115,61€

- Section de fonctionnement :

Solde d'exécution :	10 263 401,83€
---------------------	-----------------------

Conformément aux dispositions susvisées du Code Général des Collectivités Territoriales et après examen de la commission des finances, il sera demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider :

- la reprise du résultat d'investissement reporté à l'article 001 : **-12 984 040,78€**
- l'affectation du résultat de la section de fonctionnement au besoin de financement à l'article 1068 : **7 846 115,61€**
- la reprise du résultat net de fonctionnement reporté à l'article 002 : **2 417 286,22€**

ADOPTE

M. CHAZOUILLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE,
Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA
S'ABSTIENNENT

17 - Compte Administratif 2018 : Budget annexe Port des Pêcheurs – Examen et approbation

Sur rapport de M. LAFITE, il a été présenté au Conseil Municipal le compte administratif du Budget annexe du port des pêcheurs pour **2018** qui s'établit ainsi :

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes		128 361.50	128 361.50
Dépenses	11 313.00	66 746.24	78 059.24
Résultats bruts	-11 313.00	+61 615.26	50 302.26

Ces résultats définitifs ont été intégrés au Budget **2019** :

- à l'article 001 : **11 313.00** « déficit d'investissement reporté ».
- à l'article 002 : **50 302.26** « excédent de fonctionnement reporté ».

Jusqu'à la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions et en application de l'article L 241-2 du Code des Communes, le Compte Administratif pour l'exercice clos était présenté au Conseil Municipal qui ne l'approuvait pas ; il lui était simplement possible de relever les irrégularités qu'il estimait avoir été commises, de donner un avis.

L'article L 1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales indique maintenant "l'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du Conseil Municipal sur le Compte Administratif présenté par le Maire ..." ; l'article L 241-2 du Code des Communes étant abrogé.

Le Compte Administratif qui est présenté au Conseil Municipal est absolument conforme aux écritures du Trésorier Principal, ce qui nous permet d'affirmer sa régularité.

C'est le Conseil Municipal qui vote le Budget et le Maire qui l'exécute.

Mais le Maire n'est d'ailleurs pas seul à assurer l'exécution du Budget, puisque le Trésorier Principal l'assure en même temps que lui à travers le contrôle permanent qu'il exerce en visant chaque titre de recettes et chaque mandat de dépenses. C'est ainsi que l'exécution du Budget se traduit dans deux documents identiques qui sont le Compte Administratif pour le Maire et le Compte de Gestion pour le Trésorier Principal. Ces deux documents doivent être en effet rigoureusement conformes l'un à l'autre.

C'est la Chambre Régionale des Comptes qui, depuis 1983 pour les Ville de notre catégorie, est la juridiction compétente pour donner son approbation au Compte Administratif et au Compte de Gestion sous la forme de "quitus" donné au Trésorier Principal pour la gestion de l'exercice en cause.

Ce Compte Administratif sera soumis à l'examen de la Commission des Finances et si aucune erreur et encore moins une irrégularité ne sont relevées, c'est parce qu'aussi bien le service financier de la Ville, que les Services de la Trésorerie Principale, ayant contrôlé mutuellement leurs écritures, sont d'accord sur tous les chiffres.

Il a été donné lecture de l'article L 2121-14 du C.G.C.T. rédigé ainsi qu'il suit :

- "Le Maire et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal";
- "Dans les séances où le Compte Administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président".
- "Dans ce cas, le Maire peut, même quand il ne serait plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote".

C'est donc en application de l'article L 2121-14 et aussi de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisqu'il s'agit d'une nomination, qu'il a été procédé à l'élection du Président de la séance.

Il a été proposé la candidature de M. LAFITE qui a pris la présidence et a demandé si quelqu'un avait des observations à présenter.

Personne n'ayant demandé la parole, Monsieur le Maire s'est retiré conformément à la loi.

Monsieur LAFITE a mis alors aux voix le Compte Administratif **2018**.

ADOPTE

18 - Compte Administratif 2018 : Budget annexe Port des Pêcheurs – Décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2018

Sur rapport de M. LAFITE, profondément modifié par l'instruction budgétaire comptable M14, le virement prévisionnel n'est inscrit au budget que pour permettre d'une part de prévoir les ressources de fonctionnement nécessaires à la réalisation et d'autre part d'exécuter les dépenses d'investissement qu'il est prévu d'autofinancer. Il ne fait l'objet que d'une exécution, après la constatation des résultats apparaissant au compte administratif et détermination du besoin de financement de la section d'investissement, ainsi que la prise en compte des restes à réaliser en recettes et en dépenses de cette même section.

Le résultat de la section de fonctionnement apparaissant au compte administratif est le résultat constaté à la clôture de l'exercice, augmenté du résultat reporté de l'exercice N-1.

Dans ce cadre les articles 1612-12 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales indiquent que le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité :

- à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068).
- pour le solde et selon la décision du conseil municipal, en excédent de fonctionnement reporté (002) ou en une dotation complémentaire en réserves (compte 1068).

Compte tenu de ces indications et après le vote du compte administratif **2018** intervenu précédemment, les résultats d'exécution par section se présentent ainsi :

- Section d'investissement :

Solde d'exécution :	-11 313,00 €
Solde des restes à réaliser :	0€
Besoin de financement :	-11 313,00€

- Section de fonctionnement :

Solde d'exécution :	61 615,26€
---------------------	------------

Conformément aux dispositions susvisées du Code Général des Collectivités Territoriales et après examen de la commission des finances, il sera demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider :

- la reprise du résultat d'investissement reporté à l'article 001 : **-11 313,00 €**
- l'affectation du résultat de la section de fonctionnement
au besoin de financement à l'article 1068 : **11 313,00 €**

- la reprise du résultat net de fonctionnement reporté à l'article 002 :

50 302,26€

ADOPTÉ

19 - Compte Administratif 2018 : Budget annexe ZAC Kléber – Examen et approbation

Sur rapport de M. LAFITE, il a été présenté le Compte Administratif du Budget annexe ZAC KLEBER de la Ville pour l'année **2018**.

Sans vouloir imposer la lecture intégrale du Compte, il a été proposé au Conseil Municipal de lui donner, ci-après, les principaux chiffres, ainsi que le résultat de l'exercice **2018** clôturé le **31 Décembre 2018** pour la section d'investissement et le **31 Janvier 2019** pour la section de fonctionnement.

Cet exercice se clôture de la façon suivante :

- les recettes titrées se sont élevées à : **792 964.54 €**- les dépenses mandatées se sont élevées à : **927 609.89€**

- soit un résultat brut de : **-134 645,35€**

La balance des recettes et des dépenses tous mouvements confondus afférents à l'exercice **2018** s'établit comme suit :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	RESTES A REALISER	TOTAL
Recettes	792 964.54	0	0	792 964.54
Dépenses	927 609.89	0	0	927 609.89
Résultats	-134 645.35	0	0	-134 645.35

Jusqu'à la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions et en application de l'article L 241-2 du Code des Communes, le Compte Administratif pour l'exercice clos était présenté au Conseil Municipal qui ne l'approuvait pas ; il lui était simplement possible de relever les irrégularités qu'il estimait avoir été commises, de donner un avis.

L'article L 1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales indique maintenant "l'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du Conseil Municipal sur le Compte Administratif présenté par le Maire ..." ; l'article L 241-2 du Code des Communes étant abrogé.

Le Compte Administratif qui est présenté est absolument conforme aux écritures du Trésorier Principal, ce qui permet d'affirmer sa régularité.

C'est le Conseil Municipal qui vote le Budget et le Maire qui l'exécute.

Mais le Maire n'est d'ailleurs pas seul à assurer l'exécution du Budget, puisque le Trésorier Principal l'assure en même temps que lui à travers le contrôle permanent qu'il exerce en visant chaque titre de recettes et chaque mandat de dépenses. C'est ainsi que l'exécution du Budget se traduit dans deux documents identiques qui sont le Compte Administratif pour le Maire et le Compte de Gestion pour le Trésorier Principal. Ces deux documents doivent être en effet rigoureusement conformes l'un à l'autre.

C'est la Chambre Régionale des Comptes qui, depuis 1983 pour les Ville de notre catégorie, est la juridiction compétente pour donner son approbation au Compte Administratif et au Compte de Gestion sous la forme de "quitus" donné au Trésorier Principal pour la gestion de l'exercice en cause.

Ce Compte Administratif a été soumis à l'examen de la Commission des Finances et si aucune erreur et encore moins une irrégularité ne sont relevées, c'est parce qu'aussi bien le service financier de la Ville, que les Services de la Trésorerie Principale, ayant contrôlé mutuellement leurs écritures, sont d'accord sur tous les chiffres.

Il a été donné lecture de l'article L 2121-14 du C.G.C.T. rédigé ainsi qu'il suit :

- "Le Maire et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal";
- "Dans les séances où le Compte Administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président".
- "Dans ce cas, le Maire peut, même quand il ne serait plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote".

C'est donc en application de l'article L 2121-14 et aussi de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisqu'il s'agit d'une nomination, qu'il a été procédé à l'élection du Président de la séance.

Il a été proposé la candidature de M. LAFITE qui a pris la présidence et a demandé si quelqu'un avait des observations à présenter.

Personne n'ayant demandé la parole, Monsieur le Maire s'est retiré conformément à la loi.

Monsieur LAFITE a mis alors aux voix le Compte Administratif **2018**.

ADOpte

M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE,
Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA
S'ABSTIENNENT

20 - Compte Administratif 2018 : Budget annexe ZAC Kléber – Décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2018

Sur rapport de M. LAFITE, profondément modifié par l'instruction budgétaire comptable M14, le virement prévisionnel n'est inscrit au budget que pour permettre d'une part de prévoir les ressources de fonctionnement nécessaires à la réalisation et d'autre part d'exécuter les dépenses d'investissement qu'il est prévu d'autofinancer. Il

ne fait l'objet que d'une exécution, après la constatation des résultats apparaissant au compte administratif et détermination du besoin de financement de la section d'investissement, ainsi que la prise en compte des restes à réaliser en recettes et en dépenses de cette même section.

Le résultat de la section de fonctionnement apparaissant au compte administratif est le résultat constaté à la clôture de l'exercice, augmenté du résultat reporté de l'exercice N-1.

Dans ce cadre les articles 1612-12 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales indiquent que le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité :

- à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068).
- pour le solde et selon la décision du conseil municipal, en excédent de fonctionnement reporté (002) ou en une dotation complémentaire en réserves (compte 1068).

Compte tenu de ces indications et après le vote du compte administratif **2018** intervenu précédemment, les résultats d'exécution par section se présentent ainsi :

- Section d'investissement :

Solde d'exécution :	0 €
Solde des restes à réaliser :	0€
Besoin de financement :	0 €

- Section de fonctionnement :

Solde d'exécution :	-134 645,35€
---------------------	---------------------

Conformément aux dispositions susvisées du Code Général des Collectivités Territoriales et après examen de la commission des finances, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider la reprise du résultat par section au Budget **2018** :

- la reprise du résultat net de fonctionnement reporté à l'article 002 : **-134 645,35€**

ADOpte

M. CHAZOUILLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE,
Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA
S'ABSTIENNENT

21 Compte Administratif 2018 : Budget annexe des « Immeubles et activités soumis à la T.V.A » - Examen et approbation

Sur rapport de M. LAFITE, il a été présenté au Conseil Municipal le compte administratif du Budget annexe des IMMEUBLES et ACTIVITES SOUMIS A LA TVA pour **2018** qui s'établit ainsi :

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes	7 343 744,89	7 089 658,45	14 433 403,34
Dépenses	7 988 135,02	4 988 210,48	12 976 345,50
Résultats bruts	-644 390,13	2 101 447,97	1 457 057.84
Solde des restes à réaliser	-969 274,21	0	-969 274,21
Total Résultats bruts + solde des restes à réaliser	-1 613 664,34	2 101 447,97	487 783.63

Ces résultats définitifs ont été intégrés au Budget Primitif **2019** :

à l'article 001 : 644 390,13 résultat d'investissement reporté.
à l'article 1068 : -1 613 664,34 excédent de fonctionnement capitalisé
à l'article 002 : 487 783.63 Résultat de fonctionnement reporté.

Jusqu'à la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions et en application de l'article L 241-2 du Code des Communes, le Compte Administratif pour l'exercice clos était présenté au Conseil Municipal qui ne l'approuvait pas ; il lui était simplement possible de relever les irrégularités qu'il estimait avoir été commises, de donner un avis.

L'article L 1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales indique maintenant "l'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du Conseil Municipal sur le Compte Administratif présenté par le Maire ..." ; l'article L 241-2 du Code des Communes étant abrogé.

Le Compte Administratif qui est présenté au Conseil Municipal est absolument conforme aux écritures du Trésorier Principal, ce qui permet d'affirmer sa régularité.

C'est le Conseil Municipal qui vote le Budget et le Maire qui l'exécute.

Mais le Maire n'est d'ailleurs pas seul à assurer l'exécution du Budget, puisque le Trésorier Principal l'assure en même temps que lui à travers le contrôle permanent qu'il exerce en visant chaque titre de recettes et chaque mandat de dépenses. C'est ainsi que l'exécution du Budget se traduit dans deux documents identiques qui sont le Compte Administratif pour le Maire et le Compte de Gestion pour le Trésorier Principal. Ces deux documents doivent être en effet rigoureusement conformes l'un à l'autre.

C'est la Chambre Régionale des Comptes qui, depuis 1983 pour les Ville de notre catégorie, est la juridiction compétente pour donner son approbation au Compte Administratif et au Compte de Gestion sous la forme de "quitus" donné au Trésorier Principal pour la gestion de l'exercice en cause.

Ce Compte Administratif a été soumis à l'examen de la Commission des Finances et si aucune erreur et encore moins une irrégularité n'ont été relevées, c'est parce qu'aussi bien le service financier de la Ville, que les Services de la Trésorerie Principale, ayant contrôlé mutuellement leurs écritures, sont d'accord sur tous les chiffres.

Il a été donné lecture de l'article L 2121-14 du C.G.C.T. rédigé ainsi qu'il suit :

- "Le Maire et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal";
- "Dans les séances où le Compte Administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président".
- "Dans ce cas, le Maire peut, même quand il ne serait plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote".

C'est donc en application de l'article L 2121-14 et aussi de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisqu'il s'agit d'une nomination, qu'il a été procédé à l'élection du Président de la séance.

Il a été proposé la candidature de M. LAFITE qui a pris la présidence et a demandé si quelqu'un avait des observations à présenter.

Personne n'ayant demandé la parole, Monsieur le Maire s'est retiré conformément à la loi.

Monsieur LAFITE a mis alors aux voix le Compte Administratif **2018**.

ADOpte

M. CHAZOULLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE,
Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA
S'ABSTIENNENT

22 - Compte Administratif 2018 : Budget annexe des « Immeubles et activités soumis à la TVA » – Décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2018

Sur rapport de M. LAFITE, profondément modifié par l'instruction budgétaire comptable M14, le virement prévisionnel n'est inscrit au budget que pour permettre d'une part de prévoir les ressources de fonctionnement nécessaires à la réalisation et d'autre part d'exécuter les dépenses d'investissement qu'il est prévu d'autofinancer. Il ne fait l'objet que d'une exécution, après la constatation des résultats apparaissant au compte administratif et détermination du besoin de financement de la section d'investissement, ainsi que la prise en compte des restes à réaliser en recettes et en dépenses de cette même section.

Le résultat de la section de fonctionnement apparaissant au compte administratif est le résultat constaté à la clôture de l'exercice, augmenté du résultat reporté de l'exercice N-1.

Dans ce cadre les articles 1612-12 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales indiquent que le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité :

- à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,

- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068).

- pour le solde et selon la décision du conseil municipal, en excédent de fonctionnement reporté (002) ou en une dotation complémentaire en réserves (compte 1068).

Compte tenu de ces indications et après le vote du compte administratif **2018** intervenu précédemment, les résultats d'exécution par section se présentent ainsi :

- Section d'investissement :

Solde d'exécution :	-644 390,13€
Solde des restes à réaliser :	-969 274,21€
Besoin de financement :	1 613 664,34€

- Section de fonctionnement :

Solde d'exécution :	2 101 447,97€
---------------------	---------------

Conformément aux dispositions susvisées du Code Général des Collectivités Territoriales et après examen de la commission des finances, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider :

- la reprise du résultat d'investissement reporté à l'article 001 -644 390,13€
- l'affectation du résultat de la section de fonctionnement
au besoin de financement à l'article 1068 : 1 613 664,34€
- la reprise du résultat net de fonctionnement reporté à l'article 002 487 783,63€

ADOpte

M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE,

Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA

S'ABSTIENNENT

23 - Compte Administratif 2018 : Budget annexe Zone d'Aguiléra – Examen et approbation

Sur rapport de M. LAFITE, il a été présenté au Conseil Municipal le Compte Administratif du Budget annexe ZONE AGUILERA de la Ville pour l'année **2018**.

Sans vouloir imposer la lecture intégrale du Compte, il sera proposé au Conseil Municipal de donner, ci-après, les principaux chiffres, ainsi que le résultat de l'exercice **2018** clôturé le **31 Décembre 2018** pour la section d'investissement et le **31 Janvier 2019** pour la section de fonctionnement.

Cet exercice se clôture de la façon suivante :

- les recettes titrées se sont élevées à : **0.84 €**
- les dépenses mandatées se sont élevées à : **721 730.10€**
- soit un résultat brut de : **-721 729,26€**

La balance des recettes et des dépenses tous mouvements confondus afférents à l'exercice **2018** s'établit comme suit :

LIBELLE	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	RESTES A REALISER	TOTAL
Recettes	0.84	0	2 000 000.00	2 000 000.84
Dépenses	721 730.10	0		721 730.10
Résultats	-721 729.26	0	2 000 000.00	1 278 270,74

Jusqu'à la loi n° 82-213 du 2 Mars 1982 relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions et en application de l'article L 241-2 du Code des Communes, le Compte Administratif pour l'exercice clos était présenté au Conseil Municipal qui ne l'approuvait pas ; il lui était simplement possible de relever les irrégularités qu'il estimait avoir été commises, de donner un avis.

L'article L 1612.12 du Code Général des Collectivités Territoriales indique maintenant "l'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du Conseil Municipal sur le Compte Administratif présenté par le Maire ..." ; l'article L 241-2 du Code des Communes étant abrogé.

Le Compte Administratif qui est présenté au Conseil Municipal est absolument conforme aux écritures du Trésorier Principal, ce qui nous permet d'affirmer sa régularité.

C'est le Conseil Municipal qui vote le Budget et le Maire qui l'exécute.

Mais le Maire n'est d'ailleurs pas seul à assurer l'exécution du Budget, puisque le Trésorier Principal l'assure en même temps que lui à travers le contrôle permanent qu'il exerce en visant chaque titre de recettes et chaque mandat de dépenses. C'est ainsi que l'exécution du Budget se traduit dans deux documents identiques qui sont le Compte Administratif pour le Maire et le Compte de Gestion pour le Trésorier Principal. Ces deux documents doivent être en effet rigoureusement conformes l'un à l'autre.

C'est la Chambre Régionale des Comptes qui, depuis 1983 pour les Ville de notre catégorie, est la juridiction compétente pour donner son approbation au Compte Administratif et au Compte de Gestion sous la forme de "quitus" donné au Trésorier Principal pour la gestion de l'exercice en cause.

Ce Compte Administratif sera soumis à l'examen de la Commission des Finances et si aucune erreur et encore moins une irrégularité ne sont relevées, c'est parce qu'aussi bien le service financier de la Ville, que les Services de la Trésorerie Principale, ayant contrôlé mutuellement leurs écritures, sont d'accord sur tous les chiffres.

Il a été donné lecture de l'article L 2121-14 du C.G.C.T. rédigé ainsi qu'il suit :

- "Le Maire et à défaut, celui qui le remplace, préside le Conseil Municipal";
- "Dans les séances où le Compte Administratif du Maire est débattu, le Conseil Municipal élit son Président".
- "Dans ce cas, le Maire peut, même quand il ne serait plus en fonction, assister à la discussion, mais il doit se retirer au moment du vote".

C'est donc en application de l'article L 2121-14 et aussi de l'article L 2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, puisqu'il s'agit d'une nomination, qu'il a été procédé à l'élection du Président de la séance.

Il a été proposé la candidature de M. LAFITE qui a pris la présidence et a demandé si quelqu'un avait des observations à présenter.

Personne n'ayant demandé la parole, Monsieur le Maire s'est retiré conformément à la loi.

Monsieur LAFITE a mis alors aux voix le Compte Administratif **2018**.

ADOPTÉ

**M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE,
Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA
S'ABSTIENNENT**

24 - Compte Administratif 2018 : Budget annexe Zone d'Aguiléra – Décision d'affectation du résultat de fonctionnement 2018

Sur rapport de M. LAFITE, profondément modifié par l'instruction budgétaire comptable M14, le virement prévisionnel n'est inscrit au budget que pour permettre d'une part de prévoir les ressources de fonctionnement nécessaires à la réalisation et d'autre part d'exécuter les dépenses d'investissement qu'il est prévu d'autofinancer. Il ne fait l'objet que d'une exécution, après la constatation des résultats apparaissant au compte administratif et détermination du besoin de financement de la section d'investissement, ainsi que la prise en compte des restes à réaliser en recettes et en dépenses de cette même section.

Le résultat de la section de fonctionnement apparaissant au compte administratif est le résultat constaté à la clôture de l'exercice, augmenté du résultat reporté de l'exercice N-1.

Dans ce cadre les articles 1612-12 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales indiquent que le résultat de fonctionnement doit être affecté en priorité :

- à l'apurement d'un éventuel déficit de fonctionnement antérieur,
- à la couverture du besoin de financement dégagé par la section d'investissement (compte 1068).
- pour le solde et selon la décision du conseil municipal, en excédent de fonctionnement reporté (002) ou en une dotation complémentaire en réserves (compte 1068).

Compte tenu de ces indications et après le vote du compte administratif **2018** intervenu précédemment, les résultats d'exécution par section se présentent ainsi :

- Section d'investissement :

Solde d'exécution :	0 €
Solde des restes à réaliser :	2 000 000.00€
Besoin de financement :	0 €

- Section de fonctionnement :

Solde d'exécution :

-721 729,26€

Conformément aux dispositions susvisées du Code Général des Collectivités Territoriales et après examen de la commission des finances, il sera demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider la reprise du résultat par section au Budget **2018** :

- la reprise du résultat net de fonctionnement reporté à l'article 002 : **-721 729,26€**

ADOPTE

M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE,
Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA
S'ABSTIENNENT

25 - Compte de Gestion 2018 : Déclaration de conformité avec le Compte Administratif

Sur rapport de M. LAFITE, après la présentation du Compte Administratif **2018** qui sera approuvé, il sera demandé au Conseil Municipal de déclarer que le Compte de Gestion dressé par Monsieur le Trésorier Principal est en tous points conforme dans ses écritures au Compte Administratif **2018** et qu'il n'appelle aucune observation ou réserve de la part du Conseil Municipal.

ADOPTE

M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE,
Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA
S'ABSTIENNENT

26 - Décision modificative de crédits n° 2

Sur rapport de M. LAFITE, examinée par la commission des finances qui s'est réunie le 04/06/2019, la décision modificative de crédits n°2 se présente comme suit :

I. BUDGET PRINCIPAL

Section	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	0.00	0.00
Investissement	-24 800.00	-24 800.00
Total	-24 800.00	-24 800.00

A. Fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **0.00 €** correspondant principalement aux inscriptions en dépenses détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

➤ Chapitre 011 Charges à caractère général :	68 736.00€
➤ Prestations de service :	69 650.00€
➤ Assurances :	5150.00€
➤ Fêtes et cérémonies :	2 500.00€
➤ Transports de biens :	-10 000.00€
➤ Voyages et déplacements :	1 436.00€
➤ Chapitre 012 Charges de personnel	33 981.00€
➤ Autres personnels extérieurs :	1 350.00€
➤ Rémunérations non titulaires :	32 631.00€
➤ Chapitre 65 Autres charges de gestion (subventions) :	-82 917.00€
➤ Subventions aux associations :	-41 200.00€
➤ Subventions aux organismes publics :	-41 717.00€
➤ Chapitre 67 Charges exceptionnelles	20 000.00€
➤ Subvention pour contraintes de service public pour le budget annexe SPIC TVA :	20 000.00€
➤ Chapitre 023 Virement prévisionnel :	-39 800.00€

B. En investissement

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **-24 800.00€** correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépense

➤ Chapitre 21 Immobilisations corporelles :	60 636.00€
➤ Matériels de transport :	15 000.00€
➤ Autres immobilisations corporelles :	45 636.00€
➤ Chapitre 23 Travaux	371 000.00€
➤ Travaux de voirie :	336 000.00€
➤ Autres travaux :	35 000.00€
➤ Chapitre 204 Subventions d'équipement versées	-456 436.00€
➤ Subvention d'équipement pour le budget annexe SPIC TVA :	-470 436.00€
➤ Subvention d'équipement aux organismes privés :	14 000.00€

En recette

➤ Chapitre 024 Produits de cessions d'immobilisations :	15 000.00€
➤ Chapitre 021 Virement prévisionnel :	-39 800.00€

II. LE BUDGET ANNEXE DES IMMEUBLES ET ACTIVITES SOUMIS A LA TVA

Section	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	20 000.00€	20 000.00€
Investissement	-518 586.00€	-518 586.00€
Total	-498 586.00€	-498 586.00€

A-Fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **20 000.00 €** correspondant principalement aux inscriptions en dépenses détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

- **Chapitre 011 Charges à caractère général** **42 000.00€**
 - Sous-traitance : 42 000.00€
- **Chapitre 67 Charges exceptionnelles** **26 150.00€**
 - Subvention pour compensation de contraintes de service public : 26 150.00€
- **Chapitre 023 Virement prévisionnel** **-48 150.00€**

En recettes

- **Chapitre 77 Autres produits de gestion courante** **20 000.00€**
 - Subvention pour contrainte de service public : 20 000.00€

B-Investissement

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **-518 586.00€** correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

- **Chapitre 23 Travaux** **-518 586.00€**
 - Travaux Aquarium : -518 586.00€

En recettes

- **Chapitre 13 Subvention:** **-470 436.00€**
 - Subvention du budget principal : -470 436.00€
- **Chapitre 021 Virement prévisionnel** **-48 150.00€**

III. LE BUDGET ANNEXE DU PORT DES PÊCHEURS

Section	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	42 638.86€	42 638.86€
Investissement	27 638.86€	27 638.86€
Total	70 277.72€	70 277.72€

A- Fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **42 638.86€** correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

- **Chapitre 011 Charges à caractère général** **15 000.00€**
 - Curage des bassins : 15 000.00€
- **Chapitre 023 Virement prévisionnel** **27 638.86€**

En recettes

- **Chapitre 002 Résultat de fonctionnement reporté** **42 638.86€**

B- Investissement

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **27 638.86€** correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

- **Chapitre 23 Travaux** **27 638.86€**
 - Travaux bassins : 27 638.86€

En recettes

- **Chapitre 021 Virement prévisionnel** **27 638.86€**

IV. LE BUDGET ANNEXE ZAC KLEBER

Section	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	917 706.00€	917 706.00€
Investissement	917 706.00€	917 706.00€
Total	1 835 412.00€	1 835 412.00€

C - Fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **917 706.00€** correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

- **Chapitre 042 Opérations d'ordre de section à section** **917 706.00€**
- Variation de stocks aménagés : 917 706.00€

En recettes

- **Chapitre 042 Opérations d'ordre de section à section** **917 706.00€**
- Variation d'encours de productions de biens : 917 706.00€

C- Investissement

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **917 706.00€** correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

- **Chapitre 040 Opérations d'ordre de section à section** **917 706.00€**
- Intégration travaux : 917 706.00€

En recettes

- **Chapitre 040 Opérations d'ordre de section à section** **917 706.00€**
- Terrains aménagés : 917 706.00€

V. LE BUDGET ANNEXE ZONE AGUILERA

Section	Dépenses	Recettes
Fonctionnement	2 721 731.00€	2 721 731.00€
Investissement	2 721 731.00€	2 721 731.00€
Total	5 443 462.00€	5 443 462.00€

D- Fonctionnement

La section de fonctionnement s'équilibre à la somme de **2 721 731.00€** correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

- **Chapitre 042 Opérations d'ordre de section à section** **2 721 731.00€**
- Variation de stocks aménagés : 2 721 731.00€

En recettes

- **Chapitre 042 Opérations d'ordre de section à section** **2 721 731.00€**
- Variation d'encours de productions de biens : 2 721 731.00€

E- Investissement

La section d'investissement s'équilibre à la somme de **2 721 731.00€** correspondant principalement aux inscriptions détaillées ci-dessous par chapitre :

En dépenses

- **Chapitre 040 Opérations d'ordre de section à section** **2 721 731.00€**
 - Intégration travaux : 2 721 731.00€

En recettes

- **Chapitre 040 Opérations d'ordre de section à section** **2 721 731.00€**
 - Terrains aménagés : 2 721 731.00€

En conséquence, après avoir donné lecture du rapport détaillé de présentation de cette décision modificative de crédits n°2, il a été proposé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter celle-ci dans les conditions prévues à l'article L 2312-2 du Code Général des Collectivités Territoriales qui stipule que les crédits seront votés par chapitre, et si le Conseil Municipal en décide ainsi, par article.

Il a été proposé au Conseil Municipal de voter cette décision modificative de crédits chapitre par chapitre :

1 - Budget principal

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
011	Charges à caractère général	68 736.00	68 736.00
012	Frais de personnel	33 981.00	33 981.00
65	Autres charges	-82 917.00	-82 917.00
67	Charges exceptionnelles	20 000.00	20 000.00
023	Virement prévisionnel	-39 800.00	-39 800.00
Total		0.00	0.00

Investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
204	Subventions d'équipement	-456 436.00	-456 436.00
23	Travaux	371 000.00	371 000.00
21	Immobilisations corporelles	60 636.00	60 636.00
Total		-24 800.00	-24 800.00

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
024	Produits de cessions	15 000.00	15 000.00
021	Virement prévisionnel	-39 800.00	-39 800.00
Total		-24 800.00	-24 800.00

2- Budget annexe SPIC tva

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
011	Charges à caractère général	42 000.00	42 000.00
67	Charges exceptionnelles	26 150.00	26 150.00
023	Virement prévisionnel	-48 150.00	-48 150.00
Total		20 000.00	20 000.00

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
77	Produits exceptionnels	20 000.00	20 000.00
Total		20 000.00	20 000.00

Investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
23	Travaux	-518 586.00	-518 586.00
Total		-518 586.00	-518 586.00

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
13	Subventions	-470 436.00	-470 436.00
021	Virement prévisionnel	-48 150.00	-48 150.00
Total		-518 586.00	-518 586.00

3- Budget annexe port des pêcheurs

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
011	Charges à caractère général	15 000.00	15 000.00
023	Virement prévisionnel	27 638.86	27 638.86
Total		42 638.86	42 638.86

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
002	Résultat de fonctionnement reporté	42 638.86	42 638.86
Total		42 638.86	42 638.86

Investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
23	Travaux	27 638.86	27 638.86
Total		27 638.86	27 638.86

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
021	Virement prévisionnel	27 638.86	27 638.86
Total		27 638.86	27 638.86

4- Budget annexe ZAC KLEBER

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
042	Opérations d'ordre de section à section	917 706.00	917 706.00
Total		917 706.00	917 706.00

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
042	Opérations d'ordre de section à section	917 706.00	917 706.00
Total		917 706.00	917 706.00

Investissement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
040	Opérations d'ordre de section à section	917 706.00	917 706.00
Total		917 706.00	917 706.00

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
040	Opérations d'ordre de section à section	917 706.00	917 706.00
Total		917 706.00	917 706.00

5- Budget annexe ZONE AGUILERA

Fonctionnement

Dépenses

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
042	Opérations d'ordre de section à section	2 721 731.00	2 721 731.00
Total		2 721 731.00	2 721 731.00

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
042	Opérations d'ordre de section à section	2 721 731.00	2 721 731.00
Total		2 721 731.00	2 721 731.00

Investissement**Dépenses**

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
040	Opérations d'ordre de section à section	2 721 731.00	2 721 731.00
Total		2 721 731.00	2 721 731.00

Recettes

Chapitre	Libellé	Proposition	Vote
040	Opérations d'ordre de section à section	2 721 731.00	2 721 731.00
Total		2 721 731.00	2 721 731.00

ADOpte

M. CHAZOILLERES, Mme MOTSCH, Mme DARRIGADE, M. DOMEGE,
Mme AROSTEGUY, M. SAINT-CRICQ, Mme ECHEVERRIA
S'ABSTIENNENT

27 - Subventions à divers organismes et associations : Décision d'attribution

Sur rapport de M. CLAVERIE, après examen par la commission des finances réunie le **04/06/2019**, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider :

1. l'attribution des subventions d'équipement ou de fonctionnement détaillées ci-après :

BUDGET PRINCIPAL

Chap.	Art.	Fonction	Objet	Montant
204	204164	33	Subvention d'équipement pour la rénovation du musée historique de Biarritz	14 000 €
65	65741	33	Subvention de fonctionnement exceptionnelle pour le 40ème anniversaire de l'association « Arroka »	5 000 €
65	65741	33	Subvention fonctionnement exceptionnelle pour la Chorale « Itsasoa »	800 €
65	65741	524	Subvention de fonctionnement exceptionnelle pour l'association " Biarritz Art Gastronomie "	1 000 €
65	65741	524	Subvention de fonctionnement exceptionnelle pour l'association " Les Amis du parc Mazon " pour la fête de la nature	1 000 €
65	65741	33	Subvention complémentaire pour l'association Ballet Biarritz	7 000 €
65	65741	40	Subvention de fonctionnement (2019 / 2020) pour l'association Biarritz Olympique Omnisport	325 000 €
65	65742	33	Subvention complémentaire pour l'association « Txiki Productions » pour l'organisation du Txiki festival	3 000 €
65	65742	40	Subvention complémentaire pour l'association « les Dauphins Biarrots » pour l'organisation de la 35ème édition du Maïder AROSTEGUY	4 000 €

BUDGET ANNEXE IMMEUBLES ET ACTIVITES SOUMIS A LA TVA

Chap.	Art.	Objet	Montant
67	6743	Subvention complémentaire pour l'association Version Originale (compensation des contraintes de service public pour l'exploitation du cinéma le Royal en 2018)	26 150 €

2. l'annulation de la subvention de **100 000€** votée au cours de la séance du conseil municipal du 10/04/2019 pour l'organisation par l'association «**Onda Carioca**» d'un festival brésilien déprogrammé en raison de la proximité du sommet G7 prévu du 24/08/2019 au 26/08/2019
3. l'annulation de la subvention de **172 024€** votée au cours de la séance du conseil municipal du 10/04/2019 pour l'organisation d'un festival musical «**Biarritz en été** » prévu du 20/07/2019 au 22/07/2019 en raison du retrait de l'organisateur « la société du Bonheur Super » notifié le 17/05/2019.

ADOPTÉ

28 - Décision de garantie d'un prêt souscrit par la Société Erilia après réaménagement

Sur rapport de M. LAFITE, par correspondance en date du 19/09/2018, la Société **ERILIA** a informé la Ville de Biarritz de son intention de réserver une suite favorable à l'offre de la **Caisse des Dépôts et Consignations (C.D.C.)** pour l'allongement de la durée résiduelle d'un prêt n°218990 contracté en 2015 et garanti par la ville de Biarritz à hauteur de 100%.

Le réaménagement de ce prêt portera sur un capital restant dû de **219 510.18 €** au **01/10/2019** avec une durée résiduelle de remboursement de **14 ans** soit jusqu'au **01/10/2032**.

Sa durée de remboursement serait allongée de 10 ans et en contrepartie, la marge appliquée au taux du livret A serait réduite de 1.00% à 0.60%.

Dans ces conditions et après examen de la commission des finances, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir décider :

- De réitérer la garantie de la ville de Biarritz pour le remboursement de chaque ligne du prêt réaménagée initialement contracté par Erilia auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations selon les conditions définies à l'article 2 et référencées à l'annexe « caractéristiques financières des lignes du prêt réaménagées »
- D'accorder la garantie pour chaque ligne du prêt réaménagée à hauteur de la quotité indiquée à l'annexe précitée et ce jusqu'au remboursement complet des sommes dues (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en

cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du prêt réaménagé

- Que les nouvelles caractéristiques financières de la ligne du prêt réaménagé sont indiquées pour chacune d'entre elles, à l'annexe « caractéristiques financières du prêt réaménagé » qui fait partie intégrante de la délibération
- Que pour la ligne du prêt réaménagé à taux révisable indexée sur le taux du livret, le taux du livret A effectivement appliqué à ladite ligne sera celui en vigueur à la date de valeur du réaménagement. Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne du prêt réaménagé référencée à l'annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement et ce jusqu'au remboursement complet des sommes dues ; à titre indicatif le taux du livret A au 30/05/2019 est de 0.75%
- D'accorder la garantie de la ville de Biarritz jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'emprunteur dont il ne serait pas acquitté à la date d'exigibilité
- Sur notification de l'impayé par lettre simple de la C.D.C., la ville de Biarritz s'engage à se substituer à l'emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement
- De s'engager jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

ADOpte

29 - CLECT : Approbation du rapport n°3 sur l'évaluation des charges transférées

Sur rapport de M. LAFITE, dans le cadre défini à l'article 1609 nonies C IV du code général des impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Charges Transférées (**C.L.E.C.T.**) a pour principale mission de procéder à l'évaluation des charges liées aux transferts de compétences entre les communes et la **Communauté d'Agglomération Pays Basque**.

Bien qu'elle ne définisse pas les attributions de compensation, tâche qui revient aux exécutifs locaux (conseils communautaire et municipaux), la **C.L.E.C.T.** contribue à garantir l'équité financière entre les communes et la communauté en apportant transparence et neutralité des données financières déclarées par les communes membres.

Créée par délibération communautaire en date du **04/02/2017**, la **C.L.E.C.T.** a été réunie le 26/03/2019 pour procéder à la validation de l'évaluation des transferts de charges liés aux prises de compétences suivantes :

1. Contribution au Service Départemental d'Incendie et de Secours

Sont concernées 115 communes membres des pôles **Pays de Bidache, Errobi, Garazi-Baigorri, Iholdi-Oztibarre, Nive-Adour, Soule Xiberoa, Sud Pays Basque** par ce transfert de compétence avec l'application de l'évaluation des charges antérieures en prenant en compte la moyenne des contributions communales annuelles de 2018 et 2019 soit un montant de **3 739 286.13€**

2. Reconnaissance de l'intérêt communautaire du Conservatoire Maurice Ravel

Sont concernées les communes de Saint Jean de Luz et d'Hendaye membres de l'ex-syndicat Mixte qui gère cet équipement culturel et les charges supportées par les deux communes sont évaluées pour un total de **504 493€**

3. Reconnaissance de l'intérêt communautaire de maison des adolescents « Adoenia »

Sont concernées les communes de Bayonne, Biarritz, Hasparren, Saint Jean de Luz et d'Hendaye qui bénéficient d'une permanence pour l'accompagnement des adolescents et la prévention dont le coût total est évalué à 25 550€ (dont 3 500€ pour la ville de Biarritz)

4. Restitution du financement de la compétence « transports scolaires des élèves du secondaire » aux communes de Nive –Adour »

Sont concernées les six communes de Nive -Adour par ce transfert de charges avec l'application de l'évaluation des charges antérieures en prenant en compte la moyenne des factures annuelles des trois dernières années scolaires 2015/2016, 2016/2017 et 2017/2018 soit un montant de **76 673€**.

Par correspondance en date du **15/04/2019**, monsieur le Président de la **Communauté d'Agglomération Pays Basque** a communiqué à la Ville de Biarritz le rapport n°3 de la **C.L.E.C.T.** concernant l'évaluation de nouveaux transferts de charges dont les méthodes de détermination ont été adaptées en fonction des natures de dépenses et de leurs caractéristiques.

Dans ces conditions et après avis de la commission des finances qui s'est réunie le 04/06/2019, il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- Approuver le rapport N°3 de la **C.L.E.C.T.** du **26/03/2019**,
- Autoriser M. le Maire à effectuer toutes les démarches utiles et nécessaires en vue de l'application de la présente délibération et à signer tout document se rapportant à ce dossier.

ADOpte

30 - Casetas 2019 : Vote des tarifs

Sur rapport de M. CLAVERIE, l'édition 2019 des Casetas se déroulera du 25 au 30 juin 2019, de 19h00 à 1h00, sur le site de la Côte des Basques à l'intérieur d'un périmètre fermé.

Afin de garantir la réussite de cette l'édition 2019, il est proposé de mettre en place une nouvelle organisation des espaces et de diminuer le montant des redevances des restaurants et bars-bodegas.

Le montant de la redevance est fixé au regard des surfaces occupées, de l'activité et des équipements.

L'occupation de l'emplacement ainsi que les modalités d'exploitation et d'animation seront formalisées avec chaque titulaire.

Il a été demandé au Conseil Municipal de bien vouloir adopter les tarifs suivants et autoriser Monsieur le Maire à recouvrir auprès de chaque occupant d'emplacement les sommes dues en conséquence.

Surfaces	Tarifs
Bars-bodegas	
30m ²	3 900,00 € H.T.
50m ²	4 700,00 € H.T.
Restaurants	
56 m ² + terrasse extérieure plancher bois 24 m ²	4 750,00 € H.T.
84 m ² + terrasse extérieure plancher bois de 36 m ²	5 400,00 € H.T.
112 m ² + terrasse plancher bois extérieure de 48m ²	6 400,00 € H.T.

ADOpte

31 - Stratégie du trait de côte – Demande de subvention FEDER

Sur rapport de M. VEUNAC, par délibérations du 20 juin 2017 et du 16 décembre 2017, le Conseil Communautaire de la **Communauté d'Agglomération Pays Basque** (C.A.P.B.) a pris connaissance du programme d'actions de la stratégie de gestion des risques littoraux de la côte basque pour la période 2017-2021 et en a validé le plan global de financement prévisionnel, incluant sa participation aux opérations sous maîtrise d'ouvrage communales et syndicales.

Par délibération du 10 avril 2019, la Commune de Biarritz a approuvé ce plan global de financement prévisionnel et les principes des participations de la C.A.P.B., de la Région Nouvelle Aquitaine et de l'Europe via le F.E.D.E.R.

En tant que chef de file du projet global « MISE EN ŒUVRE DE LA STRATEGIE DE GESTION DES RISQUES LITTORAUX CÔTE BASQUE POUR LA PERIODE 2017-2021 », la **Communauté d'Agglomération Pays Basque** sollicitera pour l'ensemble des partenaires, les subventions Europe - FEDER et Région Nouvelle-Aquitaine.

Elle percevra donc les subventions en totalité en lieu et place de la Ville, qu'elle reversera par la suite sur la base d'une convention de partenariat en cours de rédaction par la Communauté d'Agglomération.

En vue d'adresser à la **Communauté d'Agglomération Pays Basque** l'ensemble des pièces administratives nécessaires aux demandes de subventions auprès des différents partenaires, la **ville de Biarritz** doit maintenant délibérer sur le plan de financement relatif aux premières opérations menées depuis le 1^{er} janvier 2017 ou programmées à court terme sur son littoral jusqu'au 31 décembre 2018, à savoir :

- Maîtrise d'œuvre des travaux de confortement des falaises de la côte des basques – zone sud
- Marché à bon de commande pour travaux en falaise ou site d'accès difficile
- Travaux de confortement des falaises de la côte des Basque – Secteur Marbella

Dans ce cadre, le premier plan de financement définitif des opérations menées depuis le 1^{er} janvier 2017 ou programmées à court terme et éligibles aux subventions jusqu'au 31 décembre 2018, est détaillé ci-après H.T.

AXE 7 : GESTION DES OUVRAGES DE LUTTE ACTIVE CONTRE L'EROSION

PERIODE 2017 / 2018

OBJET	DEPENSES			RECETTES						
	RESTE A FACTURER	MANDATE	TOTAL REALISE	F.E.D.E.R.		Nouvelle Région Aquitaine		Communauté d'Agglomération Pays Basque		Ville de Biarritz
				taux	montant	taux	montant	taux	montant	
Reprise d'ouvrage sur les falaises du port des pêcheurs, du rocher de la vierge et port vieux	- €	333 474,85 €	333 474,85 €	50%	166 737 €	20%	66 695 €	10%	33 347 €	66 695 €
Reprise d'ouvrage sur les falaises de l'établissement des bains (extrémité nord des la côte des basques) et de perrés en enrochements	- €	396 306,00 €	396 306,00 €	50%	198 153 €	20%	79 261 €	10%	39 631 €	79 261 €
Confortement de la falaise de la côte des Basques (1ère tranche enrochement du pied de falaise extrémité sud - Marbella)	1 200 461,68 €	802 659,77 €	2 003 121,45 €	50%	1 001 561 €	20%	400 624 €	10%	200 312 €	400 624 €
Total	1 200 461,68 €	1 532 440,62 €	2 732 902,30 €	1 366 451,15 €		546 580,46 €		273 290,23 €		546 580,46 €

La Ville de Biarritz supporterait ainsi 20 % du montant total des opérations, soit **546 580,46€ HT** sur **2 732 902,30€ HT** ; les trois partenaires financiers (Europe, Région, Communauté d'Agglomération Pays Basque) participeraient alors à hauteur de 80 % du montant total, soit **2 186 321,84 € HT**.

Un second plan de financement sera présenté ultérieurement pour la seconde tranche afférente à la période 2019 / 2021 pour des montants identiques en base subventionnable et taux de participation ;

Après son examen par la commission des finances réunie le 04/06/2019, je vous demande, mes chers collègues de bien vouloir :

- approuver le plan de financement des premières opérations citées
- autoriser M. le Maire ou son représentant à compléter et à signer les documents liés au projet «mise en œuvre de la stratégie locale de gestion des risques littoraux de la côte basque»
- autoriser M. le Maire à signer tous les actes relatifs à la mise en œuvre des demandes de subventions auprès de l'ensemble des partenaires.

ADOpte
M. BONNAMY VOTE CONTRE

32 - Application des articles L 2122-22 et L 2122-23 du CGCT

Il a été rendu compte au Conseil Municipal de :

➤ Signature de marchés publics :

- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant l'acquisition d'un véhicule utilitaire neuf de type fourgonnette destiné au service de la Police Municipale, avec la Sté MAXI AVENUE, pour un montant de 25 066,41 € T.T.C.
- Signature d'accords-cadres à bons de commande passés selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant des prestations de sécurité, avec :
 - Lot n° 1 (Filtrage d'un périmètre fermé lors de diverses manifestations) : Sté PRIVILEGE EVENT BYBLOS, pour un montant annuel minimum de 15 000 € T.T.C. et un montant maximum de 80 000 € T.T.C.
 - Lot n° 3 (Filtrage d'un périmètre fermé lors des feux d'artifices des 14 juillet et 15 août) : Sté PRIVILEGE EVENT BYBLOS, pour un montant annuel minimum de 20 000 € T.T.C. et un montant maximum de 60 000 € T.T.C.
 - Lot n° 4 (Filtrage d'un périmètre fermé lors du « littoral sans voitures ») : Sté PRIVILEGE EVENT BYBLOS, pour un montant annuel minimum de 5 000 € T.T.C. et un montant maximum de 20 000 € T.T.C.
- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant l'aménagement du Quartier Saint Charles, avec :
 - Lot n° 1 (Voirie – Eaux pluviales – Maçonnerie) : Sté COLAS SUD-OUEST pour un montant de 982 200,00 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Réseaux secs – Eclairage) : Sté ETPM, pour un montant de 215 374,18 € T.T.C.

- Lot n° 3 (Espaces verts) : Sté GUICHARD, pour un montant de 45 146,64 € T.T.C.
- Signature d'un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la location, l'acquisition et la pose de protections en béton anti-intrusion – Lot n° 2 (Pose et dépose de blocs béton), avec la Sté ECRD, pour un montant maximum de 80 000 € T.T.C.
- Signature d'un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant les prestations de pilotage du modèle de submersion marine et l'animation de la prévention, avec la Sté RIVAGES PROTECH, pour un montant maximum de 65 000 € H.T.
- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant l'extension des garages de l'atelier du Golf du Phare, avec :
 - Lot n° 1 (Démolition – Gros œuvre) : Sté TOFFOLO Albert, pour un montant de 43 200,00 € T.T.C.
 - Lot n° 4 (Electricité) : Sté SMJ ELEC, pour un montant de 9 489,11 € T.T.C.
 - Lot n° 6 (Peinture) : Sté PAU PEINTURES, pour un montant de 3 000,00 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant le remplacement des coffrets d'éclairage public, avec la Sté SDEL, pour un montant de 45 522,12 € T.T.C.
- Signature d'accords-cadres à bons de commande passés selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant les études réglementaires (au titre du Code de l'environnement et du Code de l'urbanisme) et l'assistance à maîtrise d'ouvrage pour les études environnementales, avec :
 - Lot n° 1 (Etudes réglementaires au titre du Code de l'environnement) : Sté GEOCIAM, pour un montant maximum de 65 000 € H.T.
 - Lot n° 2 (Etudes réglementaires au titre du Code de l'urbanisme) : Sté IMS, pour un montant maximum de 45 000 € H.T.
 - Lot n° 3 (Assistance à maîtrise d'ouvrage pour les études environnementales) : Sté GEOCIAM, pour un montant maximum de 35 000 € H.T.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article R.2123-4 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant la fabrication et le remplacement de 5 toiles de tente pour les écoles de surf de la Côte des Basques, avec la Sté CABALLERO, pour un montant de 25 524,00 € T.T.C.
- Signature d'accords-cadres à bons de commande passés selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant les prestations quotidiennes de collecte des déchets flottants à proximité des zones de baignade pendant les saisons touristiques 2019 et 2020, avec :

- Lot n° 1 (Bande des 300 m au large des zones de baignade, du Phare à la Milady) : RIVAGES PRO TECH, pour un montant annuel de 69 120,00 € T.T.C.
- Lot n° 2 (Zones de baignade et bords rocheux, de l'anse des pêcheurs à la villa Belza) : BAB SUBAQUATIQUE, pour un montant annuel de 34 500,00 € H.T.
- Signature d'un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant les travaux annuels de réfection de tapis d'enrobés à chaud, avec la Sté DUBOS T.P., pour un montant minimum annuel de 200 000 € T.T.C. et un montant maximum de 800 000 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la requalification du Boulevard de Cascais (Lot n° 2 : Escalier métallique), avec la Sté LANDAN, pour un montant de 83 848,80 € T.T.C.
- Signature d'un marché passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant la collecte et le recyclage des mégots des cendriers implantés sur les espaces publics de la Ville de Biarritz, avec l'Association TREE6CLOPE, pour un montant annuel de 6 702,58 € H.T.
- Signature de marchés passés selon la procédure adaptée en application de l'article R.2123-4 et suivants du Code de la Commande Publique, concernant le remplacement de menuiseries bois extérieures et de peinture dans diverses écoles (Paul Bert, Braou, Jules Ferry), avec :
 - Lot n° 1 (Menuiseries bois) : Sté EYHERART, pour un montant de 138 174,00 € T.T.C.
 - Lot n° 2 (Peinture) : Sté LES PEINTURES D'AQUITAINE, pour un montant de 21 252,19 € T.T.C.
- Signature d'un accord-cadre à bons de commande passé selon la procédure adaptée en application de l'article 27 du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, concernant les travaux annuels de réfection de voirie en enrobés coulés à froid, avec la Sté EUROVIA, pour un montant minimum annuel de 100 000 € T.T.C. et un montant maximum de 400 000 € T.T.C.
- Signature d'avenants aux marchés publics :
 - Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation de la Villa Natacha (Lot n° 5 : Plâtrerie), avec la Sté ERRAMOUSPE, pour un montant de 7 860,00 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation de la Villa Natacha (Lot n° 6 : Electricité), avec la Sté INEO AQUITAINE, pour un montant de 8 228,93 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation de la Villa Natacha (Lot n° 9 : Peinture), avec la Sté Christian NOBLE, pour un montant de 3 379,03 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n° 7 : Menuiseries extérieures aluminium), avec la Sté MAITRICUBE, pour un montant de 37 626,00 € T.T.C.

- Signature d'un avenant n° 3 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n° 8 : Métallerie – Serrurerie), avec la Sté SAMET BESSONART, pour un montant de 24 989,70 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant n° 2 au marché de réhabilitation et construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins (Lot n° 16 : Equipement de cuisine – Panneaux alimentaires), avec le Groupement LABRUQUERE / TECHNIS, pour un montant de 3 440,40 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant n° 4 au marché de ravalement des façades du Casino Municipal (Lot n° 3 : Menuiserie aluminium), avec la Société CANCE, pour un montant de 5 824,80 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de réfection de l'étanchéité de la Salle Gamaritz à la Gare du Midi (Lot n° 1 : Terrassement – Soutènements – Espaces verts), avec la Société ECRD, pour un montant de 25 593,60 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant n° 1 à l'accord cadre à bons de commande pour les prestations de nettoyage dans les bâtiments communaux (vitres, menuiseries, verrières, miroirs, bâches et charpentes métalliques), avec la Sté MARIETTA SEEMAR, pour un montant en moins-value de – 6 761,86 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant n° 3 au marché de maintenance du matériel incendie dans les bâtiments communaux, avec la Sté DESAUTEL, pour un montant de 78,48 € T.T.C.
 - Signature d'un avenant de transfert au marché de fourniture d'équipement de signalisation routière de police, temporaire, directionnelle et d'information locale, concernant la cession du marché au groupement SIGNAUX GIROD / SIGNAUX GIROD OUEST.
 - Signature d'un avenant de prolongation n° 2 au marché à bons de commande concernant la maîtrise d'œuvre des travaux d'accessibilité des bâtiments communaux classés E.R.P., avec Fabrice DELETTRE, Architecte, jusqu'au 31 décembre 2019.
 - Signature d'un avenant n° 2 à la mission d'OPC dans le cadre des travaux de réhabilitation et de construction d'un groupe scolaire à l'école des Thermes Salins, avec la Sté LABADIOLLE, ayant pour objet la prolongation de sa mission d'un délai de deux mois.
 - Signature d'un avenant n° 1 au marché de fourniture et pose de vestiaires modulaires à l'Hippodrome des Fleurs, avec la Sté LOCA MS, pour un montant en moins-value de – 6 012,00 € T.T.C.
- Signature de conventions d'occupation du domaine public :
- Signature d'une convention d'occupation de locaux communaux à usage partagé situés à l'Etablissement des Bains de la Côte des Basques, avec la Sté OLAIAN (Equipe Design), concernant la mise à disposition d'une salle polyvalente, le 10 avril 2019, pour un montant de redevance de 256,29 €.
 - Signature d'une convention d'occupation de locaux communaux situés à l'Etablissement des Bains de la Côte des Basques, avec l'Association WATER FAMILY DU FLOCON A LA VAGUE, concernant la mise à disposition de deux bureaux, à titre gratuit.

- Signature d'une convention d'occupation de locaux communaux situés à la Maison des Associations, avec l'Association BIARRITZ SAUVETAGE COTIER, concernant la mise à disposition de bureaux en usage exclusif et locaux à usage partagé, pour un montant de redevance annuelle de 2 508 €.
- Signature d'une convention d'occupation de locaux communaux situés à l'Etablissement des Bains de la Côte des Basques, avec l'Association BIARRITZ SAUVETAGE COTIER, concernant la mise à disposition d'un bureau et d'une salle de formation, à titre gratuit.
- Signature d'une convention d'occupation du domaine public avec l'Association KUNMING, concernant la mise à disposition du complexe sportif de la Halle aux Sports (mur à gauche) et du Gymnase Notary (salle André Fiton) afin d'y organiser la pratique de Gymnastique traditionnelle chinoise de santé, pour une durée totale de 62 h 15 d'utilisation, du 18 au 28 avril 2019, et un montant de redevance de 1 563,25 €.
- Signature d'un avenant à convention d'occupation du domaine public :
 - Signature d'un avenant à la convention d'occupation de locaux communaux situés à la Maison des Associations, avec l'Association BIARRITZ SAUVETAGE COTIER, l'autorisant à utiliser les locaux à usage partagé avec l'UNIVERSITE DU TEMPS LIBRE DE BIARRITZ, afin d'y organiser des formations de secourisme et des réunions, pour un tarif horaire par salle de 1,50 €.
- Signature de contrats d'artistes dans le cadre du Festival « Les Beaux Jours » avec la Sté IMG ARTISTS, concernant :
 - Nemanja RADULOVIC
 - Les TRILLES DU DIABLE
- Signature de contrats de cession des droits d'exploitation d'un spectacle dans le cadre du Festival « Les Beaux jours » :
 - Avec LA TEMPETE : spectacle « Larmes de Résurrection », pour un montant de 14 242,50 € T.T.C.
 - Avec l'Association MOOSE : spectacle de « THE AMAZING KEYSTONE BIG BAND « We Love Ella », pour un montant de 11 365,30 € T.T.C.
- Régie d'avances :
 - Arrêté du 11/04/2019 portant le montant maximum de l'avance à 3 400 €.
- Défense des intérêts de la Ville de Biarritz dans l'action en justice intentée par :
 - La SCI H, la SCI P, Madame A.C. E, Monsieur B.M., le syndicat des copropriétaires de la résidence H, demandant à la Cour Administrative d'Appel de Bordeaux, par une requête en référé, la suspension de l'autorisation (délivrée à Madame C. le 7 février 2017) dont la demande d'annulation avait été rejetée par le Tribunal Administratif de Pau.

- Monsieur et Madame C.B., devant le Tribunal Administratif de Pau, demandant l'annulation de l'arrêté de permis de construire délivré en date du 11 octobre 2018 à la SCCV V.T.

LE CONSEIL MUNICIPAL A PRIS ACTE

La séance est levée à 21 H 45.
